

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ÉTUDES ET ENTREPRISES COLONIALES (1906-1925)

Société an., 9 février 1906.

Albert Henri ESNAULT-PELTERIE, président-fondateur

Né le 28 novembre 1842 à Paris
Fils d'Augustin Emmanuel Esnault-Pelterie et de Hortense Félicité Charlotte Bayart.
Marié à Gabrielle Marie Constance Testart. Dont :
Robert : président de la [Société d'exploitation de produits coloniaux](#),
et une fille (M^{me} Raymond Popelin).

Patron de la maison Esnault-Pelterie, Barbet, Massin et Cie : tissus de cotons blancs et imprimés. Siège : 5 et 7, rue Saint-Fiacre, Paris. Succursale à Lille, tissage à Amiens.

Maison fondée en 1788 par Michel-François Esnault-Pelterie, grand-père et arrière-grand-père des associés actuels (1908).

Président-fondateur de l'[Association cotonnière coloniale](#) (1903) :

Président de la [Compagnie agricole et commerciale du Bas-Amazone](#) (1907),

Fondateur de la [Compagnie française de la Loza](#) (Nord-Ouest de Madagascar)(1907)

Président de la de la [Compagnie française du coton colonial](#) (avril 1910),

Membre du conseil d'escompte de la Banque de France.

Officier de la Légion d'honneur du 12 janvier 1909 :

ancien président du Syndicat général de l'industrie cotonnière française.

Décédé le 22 janvier 1914 à Paris, rue de Milan, 11.

Constitution

Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales
(*Cote de la Bourse et de la banque*, 3 mars 1906)

Suivant acte reçu par M^e Grange et Faroux, notaires à Paris, le 25 novembre 1905, M. Albert-Henri Esnault-Pelterie, industriel, demeurant à Paris, rue de Milan, 11, a établi les statuts d'une société anonyme sous la dénomination de : Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales.

La société a pour objet : L'étude de toutes entreprises agricoles, industrielles, commerciales et financières en tous pays et notamment dans les colonies et pays de protectorat français ; la recherche et l'obtention de toutes concessions ; la formation de toutes sociétés ayant pour but la mise en exploitation des dites entreprises et concessions ainsi que les opérations de toute nature se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus désignés.

Le siège de la société est à Paris, rue de Surène, 7.

La durée de la société a été fixée à trente années.

Le fonds social est de 1.000.000 de francs, divisé en 2.000 actions de 500 fr. chacune, qui ont été toutes souscrites et libérées du quart.

Sur les bénéfices nets, il sera prélevé 5 % pour la réserve légale, et la somme nécessaire pour servir 5 % d'intérêt aux actions. Le surplus des bénéfices sera partagé comme suit : 10 % au conseil d'administration, 10 % affectés à la création d'un fonds de réserve spéciale, 10 % mis à la disposition du conseil d'administration pour être répartis au personnel de la société. Le solde sera réparti entre toutes les actions. Toutefois, l'assemblée générale pourra décider le prélèvement, sur ce solde, de toutes sommes qu'elle avisera, pour être affectées à la création de tous fonds de réserves extraordinaires ou de prévoyance.

Ont été nommés administrateurs : voir ci-dessous.

Petites Affiches, 27 février 1906.

AVIS DIVERS

Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales
Société anonyme, capital : un million de francs, 7, rue de Surène.
(*Journal officiel de la Guyane française*, 24 mars 1906)

Paris, le 15 février 1906.

Monsieur le Gouverneur de la Guyane française,
Monsieur le Gouverneur,

J'ai l'honneur de vous notifier la création de la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales.

Le conseil d'administration de cette société est ainsi composé :

Président : M. Étienne Watel, président des [Sultanats du Haut-Oubanghi](#) ;

Vice-président : M. Albert Esnault Pelterie, président de l'Association cotonnière coloniale ;

M. Charles Dollfus Galline ¹, président de la Société française d'études et d'entreprises et de la Société du chemin de fer et des phosphates de Gafsa ;

M. Léon Besson, administrateur délégué de la Compagnie marseillaise de Madagascar ² ;

M. Roger Douine ³, administrateur délégué de la Société cotonnière russo-française ;

M. Georges Martin, ancien inspecteur des finances ;

M. Jean Micard ⁴, président de la Banque de consignations ;

¹ Charles Dollfus-Galline (Mulhouse, 1828-Paris, 1907) : administrateur de diverses sociétés du groupe Mirabaud, président de la Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa (Tunisie) (1894-1907). Voir [encadré](#).

² Léon Besson (1861-1935) : patron de la Compagnie marseillaise de Madagascar. Voir [encadré](#).

³ Roger Douine (Troyes 1861-Paris 1925) : fils de Joseph Hippolyte Douine, filateur à Troyes, et de Marie Eugénie Mortier. Il succède, avec son frère Georges, à son père, reconstruit l'usine incendiée en 1892 et la cède en 1917 à Touron (*Le Petit Troyen*, 19 décembre 1925). Administrateur délégué de la Société cotonnière russo-française et administrateur de plusieurs autres affaires liées à la Banque Mirabaud : Société française pour la construction des accumulateurs électriques (1897), Chemin de fer industriel de la Plaine Saint-Denis et d'Aubervilliers (1899), Automobiles de Place (1905), Ciments Portland de Guelendjik. En 1908, il épouse Anne-Marie dite Cyprienne Dubernet, principale actionnaire de la Société du Louvre (grands magasins et hôtel) en tant que veuve d'Olympe d'Hériot, et entre au conseil de ladite société.

⁴ Jean Micard (1852-1931) : après dissolution de la Banque de consignations, fin 1907, il se consacre à la présidence de la Société industrielle et agricole de Pointe-à-Pitre. Voir [encadré](#).

M. Georges Raverat ⁵, président de la Société des docks du canal de Tancarville ;
M. Gustave Robert ⁶, vice-président de la Foncière transports ;
M. Ernest Siegfried, administrateur du Comptoir industriel et colonial ;
M. André de Traz ⁷, administrateur délégué de la Compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.

À maintes reprises, il a été prouvé que, pour des affaires coloniales sérieuses et bien étudiées, il était impossible de trouver dans la métropole les capitaux nécessaires pour assurer leur organisation et permettre leur développement. Nous nous sommes proposés de combler cette lacune en groupant dans une même organisation, d'une part, des personnalités susceptibles de nous apporter de très importants concours financiers, d'autre part, des colons dont la compétence est reconnue par tous.

L'idée qui a présidé à la création de la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales est la mise en valeur méthodique des colonies françaises par une étude approfondie des questions agricoles, industrielles, commerciales et financières spéciales à chaque colonie et la création d'entreprises sérieuses présentant toutes garanties.

Les encouragements qui sont parvenus de tous côtés à M. Esnault Pelterie, notre fondateur, pendant la période de constitution de la société montrent que cette organisation arrive à son heure et qu'elle est susceptible de rendre les plus grands services aux colonies françaises.

Les grandes entreprises coloniales qui sont représentées à notre conseil, ou qui nous ont apporté leur concours, les importantes sociétés de crédit qui ont participé à la création de notre société nous donnent l'assurance que, dans l'avenir, les collaborations nécessaires ne nous manqueront pas. Mais il est indispensable que nous puissions compter sur le bienveillant appui de l'administration coloniale.

Nous comptons, Monsieur le gouverneur, sur votre bienveillance pour faciliter nos débuts. Nous vous demandons de vouloir bien faire connaître dans la colonie que vous administrez, la création de notre entreprise. Nous estimons, en effet, qu'il est de l'intérêt général que les colons et les commerçants établis dans nos colonies sachent qu'il existe une organisation sérieuse disposée à étudier les questions qui les intéressent directement, à leur apporter le cas échéant, son concours et peut-être même à faire appel à leur expérience.

Veuillez agréer, Monsieur le Gouverneur, l'hommage de
notre respectueuse considération.

Le président du comité d'administration,
Étienne WATEL.

Constitution
Société industrielle et agricole de la Pointe-à-Pitre (Établissements Darbousier)

⁵ Georges Raverat (1860-1939) : fils d'un entrepreneur de travaux publics, il est à l'origine de la Société des docks du canal de Tancarville et des Rizeries françaises. Administrateur de nombreuses affaires, souvent en association avec Lucien Mellier et Ernest Siegfried. Voir [encadré](#).

⁶ Gustave Robert (1844-1925) : marié à Marguerite Imer. Négociant et juge au tribunal de commerce de Marseille, administrateur (1894), puis vice-président de la Foncière-Transports (assurances), membre de la commission de contrôle du Comptoir national d'escompte de Paris (1899-1925), administrateur de la Société nouvelle de l'accumulateur Fulmen (1899), de la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales (1906) et de ses filiales, la Société industrielle et agricole de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), la Compagnie agricole et commerciale du Bas-Amazone et la Compagnie française de la Loza (Nord-Ouest de Madagascar)(1907).

⁷ André de Traz (1863-1914) : ingénieur ECP. On le retrouve avec Léon Besson, Jean Micard et Gustave Robert à la Société industrielle et agricole de Pointe-à-Pitre. Président du Dakar-Saint-Louis. Voir [encadré](#).

(Cote de la Bourse et de la banque, 11 juillet 1907)

Suivant acte reçu par M^e Grange, notaire à Paris, le 6 mars 1907, MM. ... Alphonse-Gustave Robert, au nom de la Compagnie française d'études et entreprises coloniales, société ayant son siège à Paris, rue Richempanse, 11, ... ont établi les statuts d'une société anonyme sous la dénomination de : Société industrielle et agricole de la Pointe-à-Pitre (Établissements Darbousier).

.....

Eugène Henri dit *Henry* CHARBONNEL, administrateur délégué

Né à Paris, le mars 1874.

lieutenant-colonel en retraite, ingénieur-conseil,
directeur de la Compagnie française d'études et entreprises coloniales :
actionnaire de la [Compagnie agricole et commerciale du Bas-Amazone](#) (1907),
commissaire aux comptes de la [Société industrielle et agricole de La Pointe-à-Pitre](#)
(Guadeloupe),
administrateur de la Compagnie française d'études minières au Pérou (1910),
puis des [Mines de Huaron](#),
secrétaire du conseil (1911), puis administrateur des [Caoutchoucs de Padang](#),
administrateur du Gaz de Rosario (Argentine)(août 1911),
Administrateur de la Société de l'abbaye de Pontigny (Yonne) :
colloques et rencontres internationales (septembre 1912),
administrateur délégué des [Chargeurs d'Extrême-Orient](#) (fév. 1917),
administrateur du Comptoir national économique (juin 1917),
de la Petite Pêche (Société française de pêche)(nov. 1918),
de la Société d'études d'actions économiques (jan. 1919),
de la Compagnie générale de l'Europe orientale (fév. 1919),
du journal « L'Avenir » (ancien *Oui*)(avril 1919),
des Ateliers et chantiers du Havre (ACH)(sept. 1919),
de la Société de travaux du Nord et de l'Est de la France (SATNEF)(déc. 1919),
administrateur délégué de la Compagnie française du coton colonial
et de la Compagnie générale d'Extrême-Orient (puis, mars 1922, de la Compagnie générale
française pour le commerce et l'industrie),
administrateur de la Compagnie d'alimentation et d'installation frigorifiques (1920)(abattoirs
industriels de Chasseneuil-du-Poitou et de La Roche-sur-Yon),
administrateur de la Compagnie Paris-Havre-Paris (transports fluviaux)(juin 1920).
de la Société d'études des syndicats agricoles
pour les gisements de potasse d'Alsace (juin 1920),
de la [Société tunisienne des pétroles](#)
(Société de recherches et d'exploitation pétrolifères)
du [Syndicat d'études des chemins de fer du Sud de l'Indochine](#) (fév. 1921),
de la Société parisienne d'études industrielles et financières (juin 1921),
des Combustibles purifiés (procédés Trent)(déc. 1921),
d'Au Planteur de Caïffa (nov. 1922),
de la Compagnie française de constructions industrielles (1924),
de la Corocoro United Copper Mines (Bolivie)
de la Compagnie des Alliages spéciaux d'aluminium (C. A. S. A.)(sept. 1928)...

Chevalier (1898), officier (1916), puis commandeur (1933) de la Légion d'honneur (ministère
de la guerre)

Décédé le 10 avril 1961.

Comité de Madagascar
(*Le Progrès de Madagascar*, 22 juillet 1910)

Membres permanents du bureau
Le capitaine CARBONNEL [*sic* : CHARBONNEL], administrateur délégué de la
Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales.

APPELS DE FONDS
(*Cote de la Bourse et de la banque*, 31 juillet 1913)

Compagnie française d'études et entreprises coloniales. — Versement du 2^e quart
sur les actions, soit 125 fr. par titre, avant le 18 août au siège social, 5, rue des Italiens.
— *Petites Affiches*, 31 juillet 1913.

151
Biênhoà. — Révision des limites du canton de Binh-lam-thuong.
Rattachement de plantations européennes à certains villages.
(Dossier N° 89 2^e BUREAU)
(*Procès verbaux du conseil colonial de la Cochinchine*, 13 octobre 1913)

.....
En outre, les terrains ci-après indiqués seraient rattachés territorialement et
administrativement au village de Binh-loc, savoir :

.....
2° Les terrains de la [Compagnie d'études et entreprises coloniales](#) aliénés le 10
novembre 1912.

CONSTITUTION
Chargeurs d'Extrême-Orient
(*Cote de la Bourse et de la banque*, 2 février 1918)

Cap. : 9.000.000 fr. en 18.000 act. de 500 fr. Siège à Paris, 21, rue Auber. Conseil :
MM. Audinet, Capel, [Charbonnel](#), Devisscher ⁸, Girod, Hailaust, Jeancard, Langlois,
[Théodore] Laurent, [Jean] Meignan, Société de Constructions des Batignolles, Société
des Hauts Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, [Société Olivier et Cie](#), [Société
des Rizeries françaises](#). Statuts chez M^e Moyne, Paris. — *Petites Affiches*, 17 janvier
1918.

Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales

⁸ Jean Devisscher (et non Devischer ou Dewischer) : représentant de la Compagnie française d'études et
entreprises coloniales dans une dizaine de sociétés. Il tente sa chance à partir de 1924 au Soudan
français.

(*La Journée industrielle*, 26 mai 1918)

Cette société vient de décider d'augmenter son capital d'une somme de 1 million de francs et de le porter ainsi à 2 millions de francs par la création de 2.000 actions de 500 francs chacune à souscrire en numéraire.

CONSTITUTION

Société chimique de Massy-Palaiseau
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 3 juillet 1918)

Cap. 1.000.000 fr. en 10.000 act. de 100fr. Il est crée, en outre 1.000 parts de fondateur. Siège à Paris, 2, r. de Tournon. Conseil : MM. [Georges] Despret, Devisscher, Langlois, Boyer, [Jacques] Vandier, Vignal. Statuts chez M^e Blanchet, Paris. — *Le Droit*, 11 juin.

CONSTITUTION

La Petite Pêche. — Société Française de Pêcherie
(*Cote de la Bourse et de la banque*, 13 décembre 1918)

Cap. 25.000 fr. en 250 act. de 100 fr., Siège à Paris, 7, rue des Italiens. Conseil : MM. Charbonnel, Devisscher, Langlois, de Charbonnières, Fontaine de Laveleye, Raverat, Robellaz, Sautter et Meignan. Statuts chez M^e Moyne, Paris. — *Petites Affiches*, 16 nov.

CONSTITUTION

(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 6 février 1919)

Société d'Etudes d'actions économiques. — Cap. 100.000 fr. en 200 act. de 500 fr. Siège à Paris, 7, rue des Italiens. Conseil : MM. Bruyant, Charbonnel, de Charbonnière, Cordonnier, Couturat, Denis, Tamin, Hérubel, Langlois, Meignan, Augustin Normand, Raverat, Robellaz, Roulleaux-Dugage, Sautter, D'Anthouard, Galliéni, Levy-Strauss, Kestner, de Rouvre. Statuts chez M^e Moyne, à Paris. — *Petites Affiches*, 16 janv.

CONSTITUTION

Société des Verres spéciaux
(*La Cote de la Bourse et de la Banque*, 16 mai 1919)

Cap. 400.000 fr. en 800 actions de 500 fr. dont 200 attribuées à la Compagnie française des verreries mécaniques. Il a été créé 1.500 parts bénéficiaires dont 600 attribuées à la Compagnie française des verreries mécaniques, 600 à la Compagnie française d'études et entreprises coloniales, et 300 aux souscripteurs d'origine. Siège, 21, rue Auber. Conseil : MM. Devisscher, Galliéni, de la Rochefoucauld, Loubet. — Statuts chez M^e Moyne, Paris. — *Petites Affiches*, 1^{er} mai.

DISSOLUTION

(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 1^{er} octobre 1919)

Etabl. Macdonald Gibbs et Cie (France) E.M.G. — À dater du 4 septembre 1919, M. J. Devisscher, 11, rue des Francs-Bourgeois, liquidateur. — *Gazette du Palais*, 26 sept.

S. A. T. N. E. F. (Société anonyme de Travaux du Nord et de l'Est de la France.)
(*L'Information financière, économique et politique*, 23 décembre 1919)

Société nouvelle au capital d'un million de francs divisé en 2.000 actions de 500 francs. Il existe, en outre, 2.000 parts bénéficiaires qui ont été attribuées au fondateur, M. de Visscher.

La Société a principalement pour objet : l'étude, la préparation et l'exécution de toutes entreprises de travaux publics ou privés en France et à l'étranger et plus spécialement l'exécution, dans les territoires français et belges, de tous travaux publics et privés en vue d'y faire renaître l'industrie, le commerce et l'agriculture, l'obtention de toutes concessions, leur exploitation ou leur rétrocession.

Les premiers administrateurs sont : MM. G. Raverat, H.-E. Charbonnel, J. Devisscher, Dhé, G. Arnou⁹, R. Bechmann et Langlois.

Siège social : 31, rue de Rome, Paris.

Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales
(*La Journée industrielle*, 28 mars 1920)

Les comptes du dernier exercice se soldant par un bénéfice net de 253.195 fr., y compris le report antérieur, ont été approuvés par l'assemblée ordinaire du 26 mars. Le dividende a été fixé à 22 fr. 50. L'assemblée a ratifié la nomination comme administrateurs de MM. [René] Bechmann, Paul Dhé¹⁰ et Paul de la Villestreux.

L'assemblée extraordinaire a décidé d'augmenter le capital d'une somme de 3 millions pour le porter à 5 millions par la création de 6.000 actions nouvelles au nominal de 500 fr. qui seront émises, savoir : 4.000 actions avec prime de 25 fr. réservées aux actionnaires actuels à raison de une action nouvelle pour une ancienne ; 2.000 avec prime de 150 fr. réservées à des groupes ou personnalités nouvelles choisis par le conseil.

APPELS DE FONDS

Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 2 juin 1920)

⁹ Tous deux du [Bureau d'organisation économique](#).

¹⁰ Paul Dhé (1874-1938) : polytechnicien, lieutenant-colonel d'artillerie, directeur de l'aéronautique en 1919 au ministère de la guerre, puis créateur du Bureau d'organisation économique. Voir [encadré](#).

Le BOE avait plusieurs participations communes avec la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales.

Versement du 2^e quart, soit 125 fr. par titre, avant le 10 juin, au siège, à Paris, 7, rue des Italiens. — *Petites Affiches*, 29 mai 1920.

CONSTITUTION

Établissements P.-A. Wilford (métallurgie)
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 9 avril 1920)

Capital 2.600.000 fr., divisé en 5.200 actions de 500 fr. dont 1.222 d'apport attribuées à M. Wilford, avec 10.000 parts de fondateur. Siège social à Paris, 31, rue de Rome. Conseil d'administration : MM. Devisscher, Langlois, Wilford, Fouarge et Vanden Perre [Vandenperre]. Statuts déposés chez M^e Moyne, à Paris. — *Petites Affiches*, 3 avril 1920.

[Caoutchoucs de Padang]

(*Le Journal des finances*, 30 avril 1920)

Les souscriptions seront reçues au siège social de la Compagnie, 7, rue des Italiens ; à la Banque industrielle de Chine, 74, rue Saint-Lazare ; à la Compagnie française d'études et entreprises coloniales, 7, rue des Italiens ; chez MM. Rivaud-Lebel et C^{ie}, 6, rue du Hanovre ; à la Banque des Colonies, 59, rue de Namur, à Bruxelles.

SOCIÉTÉS NOUVELLES

Compagnie d'alimentation et d'installation frigorifiques
(*Revue générale du froid*, avril 1920)

Siège : rue de Richelieu, 59, Paris (1^{er}). Objet : étude, création, exploitation, mise en valeur de toutes affaires ou entreprises industrielles, notamment d'abattoirs et entrepôts frigorifiques, en tous pays. Durée : 99 ans. Capital : 40.000.000 de francs. Fondateurs : Banque de l'Union parisienne : MM. O[scar] Lustgarten [dir BUP] et J[oseph] Courcelle [dir BUP], 7, rue Chauchat, Paris, et Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales ; administrateur délégué, M. Henry Charbonnel, 7, rue des Italiens, Paris.

Compagnie d'alimentation et d'installations frigorifiques
(*Le Journal des finances*, 30 avril 1920)

La « Banque de l'Union Parisienne », 7, rue Chauchat, Paris et la « Compagnie française d'études et entreprises coloniales », 7, rue des Italiens, Paris, procèdent actuellement à la constitution de la « Compagnie d'alimentation et d'installations frigorifiques », au capital, de 40 millions de francs divisé en 160.000 actions de 250 fr., dont 65.000 actions d'apport et 95.000 actions de numéraire.

Cette nouvelle société a pour objet principal et immédiat d'absorber et développer trois entreprises d'alimentation et d'abattoirs industriels : la Société d'abattoirs et d'entreprises frigorifiques [Chasseneuil-du-Poitou], la Société provinciale d'alimentation [à La Roche-sur-Yon], la Maison Gustave Michon.

Les 95.000 actions de nominal sont émises au pair, soit 250 fr., dont 1/4, soit 62 fr. 50, payables en souscrivant et le solde au fur et à mesure des besoins de la société.

CONSTITUTION

SÉRICA, Société pour l'exploitation de la cellulose et de ses dérivés
Paris, 31, rue de Rome.
(*La Soierie de Lyon*, 16 juin 1920)

S.A. Durée 50 ans. Capital 1.000.000 de francs divisé en 10.000 actions de 100 francs souscrites par 19 personnes ou sociétés. Sont nommés administrateurs : MM. André Langlois, Jean Dewischer [Devisscher], Henri Loyer, E. Progneaux, P.-A. Wilford (16 avril 1920).

Compagnie française du gypse
(*La Journée industrielle*, 22 et 27 juin 1920)

Cette société anonyme, dont nous avons annoncé la formation, [sous les auspices de la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales](#), vient d'être constituée définitivement. Rappelons que son objet est la fabrication du plâtre et toutes opérations s'y rapportant.

Le siège est à Paris, 7, rue des Italiens.

Le capital est fixé à 5.500.000 fr. en actions de 250 fr., sur lesquelles 8.400 sont attribuées en rémunération d'apports à la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales (6.000), et à MM. Douare et Garcia (2.400).

Le premier conseil est composé de MM. Gabriel Arnou, ingénieur, à Paris, 126, rue de Provence ; Gustave Couturier, propriétaire, à Paris, 33, rue de Châteaudun ; Jean-Louis Courvoisier, banquier à Paris, rue Richer, 15 ; Paul Dhé, industriel, à Paris, rue N.-D.-des-Champs, 42 *ter* ; Georges Douare, industriel, à Annet-sur-Mame ; Alphonse Frédérix, banquier, à Paris, 11, rue Pillet-Will ; Joseph Garcin, industriel, au château de Sannois, à Annet-sur-Marne ; Marchand [Marcuard] et Meyer-Borel, banquiers, rue de Provence, 29, à Paris ; Edmond Odier, banquier, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, 66 ; et Fernand Robellaz, ingénieur, à Paris, 45, rue Émile-Menier.

Compagnie d'alimentation et d'installations frigorifiques
(*La Journée industrielle*, 20 juillet 1920)

Cette société anonyme, dont nous avons annoncé la formation, est définitivement constituée au capital de 40 millions en actions de 250 fr., sur lesquelles 65.090 ont été attribuées en rémunération d'apports de la façon suivante : 40.000 à la Société des Abattoirs et Entreprises Frigorifiques ; 13.000 à la Société Provinciale d'Alimentation, et 12.000 à M. Michon.

Le premier conseil est composé de MM. René Razin, ingénieur-conseil de la Société Centrale des Banques de province, à Paris, 41, rue Cambon ; Maurice Bertin, industriel, à Nantes, rue Dodane, 56 ; Emile Cahen, administrateur des Tréfileries et Laminoirs du Havre, à Paris, 7, avenue Niel ; Henri Charbonnel, administrateur délégué de la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales, à Paris, 76, avenue Henri-Martin ; Raoul de Charbonnières, directeur de la Banque Nationale de Crédit, à Paris,

57, rue Scheffer ; Maurice de Courville, ingénieur en chef de la Marine en retraite, président de la Société des Moteurs à Gaz et d'industrie Mécanique, administrateur délégué des Chantiers et Ateliers de la Gironde ; Louis Dausset, sénateur, à Paris, 22, place Saint-Georges ; Maurice Déviès, secrétaire général des Etablissements Schneider et Cie, à Paris, 42, rue d'Anjou ; Jean Devisscher, administrateur de la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales, à Paris, 12, rue Caumartin ; Eugène Firminhac, administrateur délégué de la Société des Moteurs à Gaz et d'industrie Mécanique, à Paris, 50, rue de la Tour ; le baron Foy, administrateur de la Compagnie des Messageries Maritimes, à Paris, 11 *bis*, rue Magellan ; Ferdinand Gros, vice-président de la Société d'Abattoirs Industriels du Centre, à Paris, 39, rue Cambon ; Édouard Julhiet, ingénieur-conseil de la Banque de l'Union Parisienne, à Paris, 95, rue de Lille ; Gustave Kolb-Bernard, administrateur de la Société des Mines de Blanzay, à Paris, 109, rue de Grenelle ; Pierre Le Play, administrateur de la Société Centrale de Dynamite, 12, rue Pierre-1^{er}-de Serbie, à Paris ; Claude Limousin, industriel, à Lyon, 31, rue Centrale ; Alfred Meyer-Borel, de la maison Marcuard, Meyer-Borel et Cie, à Paris, 29, rue de Provence ; Gustave Michon, industriel et commerçant, à Paris, rue du Louvre, 3 ; Félix Roussel, président de la Compagnie des Messageries Maritimes, à Paris, 5, rue Lincoln ; et Saint-René Taillandier, administrateur du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, à Paris, 11, rue Sédillot.

Omnium de tourbes et combustibles
(*La Journée industrielle*, 30 décembre 1920)

Sous cette dénomination, vient d'être constituée une société anonyme qui a pour objet l'exploitation de la tourbière de Bruno, près Boigneville (Seine-et-Oise), et, d'une manière générale, l'exploitation de mines, minières et carrières ; l'industrie et le commerce des combustibles.

Le siège est à Paris, 126, rue de Provence.

Le capital est fixé à 500.000 fr., en actions de 250 fr., dont 240 d'apports attribuées au Bureau d'organisation économique.

Les premiers administrateurs sont : MM. Paul-François Dhé, industriel, président du conseil du Bureau d'organisation économique, 42 *ter*, rue Notre-Dame-des-Champs, à Paris ; Gabriel-Auguste Joseph Arnou, industriel, 126, rue de Provence, à Paris ; Alphonse Frederix, banquier, 11, rue Pillet-Will, à Paris ; [André-François-Marie Langlois, ingénieur civil des Mines, 7, rue des Italiens, à Paris](#) ; Fernand-Georges-Charles-Emmanuel Robellaz, ingénieur civil des Mines, 7, rue Chauchat, à Paris, [et la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales, 7, rue des Italiens, à Paris, représentée par M. Jacques Legrand, sous-directeur.](#)

Union artistique

René Sonnery ¹¹
(*Le Gaulois*, 3 février 1921)

M. René Sonnery, directeur de la [Compagnie] française d'études et entreprises coloniales, présenté par M. Eugène Weiss [adm. Ch. fer de l'Est] et M. Bertin-Mouroit [des Cirages frs et Forges d'Hennebont].

CONSTITUTION
Compagnie générale du Basalte
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 16 février 1921)
(*La Journée industrielle*, 17 février 1921)

Capital 11 millions de francs divisé en 22.000 actions de 500 fr. dont 6.000 d'apport attribuées à la Société « le Basalte ». Siège social, à Paris, 126, rue de Provence. Conseil d'administration : MM. d'Aligny, à Paris, rue Saint-Dominique, 11 ; Gabriel Arnou, industriel à Paris, rue de la Terrasse, 3 ; Banque de Paris et des Pays-Bas, M. d'Ussel, Compagnie française de constructions industrielles, [Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales](#), MM. Keller, Hadelin de Liedekerke-Beaufort ; Paul Couderc de Saint-Chamant, avenue Georges-V, 21, à Paris ; et Société alsacienne de crédit industriel et commercial. Statuts déposés chez M^e Moisy, à Paris. — *Affiches parisiennes*, 16 février 1921.

Société pour l'Exploitation des procédés Tailleferre
(*La Journée industrielle*, 4 juin 1921)

De formation récente, cette société anonyme a pour objet l'achat, la transformation, la vente et l'installation de moteurs marins, de moteurs d'aviation et de moteurs industriels ; l'étude, la fabrication, l'adaptation de tous engins ou appareils mécaniques d'usage courant dans l'industrie.

Le siège est à Paris, 126, rue de Provence. Le capital est fixe à 600.000 fr. en actions de 500 fr dont 200 rémunèrent les apports de M. Tailleferre, qui reçoit en outre 500 parts tic fondateur sur les 2.000 créées.

Les premiers administrateurs sont : MM. Léon Angoulvent, banquier, 15, rue Richier, à Paris ; Gabriel Arnou, industriel, 126, rue de Provence, Paris ; Maurice Belley, industriel, 31, rue Galilée, Paris ; Emmanuel Centore, industriel, 91, rue Amiral-Mouchez, Paris ; Paul-François Dhé, industriel, 126, rue de Provence, Paris ; Maurice Guillot de Juilly, administrateur de Sociétés, 75, avenue de la Muette, Paris ; Alphonse Paillet, propriétaire, 13, rue de Téhéran, Paris ; Louis Ponroy industriel, 2, place Saint-Laurent, Orléans ; [la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales](#), 7, rue

¹¹ René Sonnery (1887-1966) : fils de Louis Sonnery-Martin (1841-1907), patron des Éts J.-B. Martin, peluches à Tarare, administrateur de Froges, président de la Société générale des huileries du Sahel tunisien, député du Rhône. Marié à Anne du Fromental, fille d'un ingénieur civil. Représentant de la Compagnie française d'études et entreprises coloniales au conseil de l'Atlantide à Fedhaha (transports) et comme secrétaire général, puis administrateur des Caoutchoucs de Padang. Administrateur de la Société agricole lyonnaise du Nord de l'Afrique, de la Société cotonnière bônoise, des Cirages français... Fondateur à la Libération des SARL Tissages de velours, peluches et soieries de Tarare et Moulinsages de Sous-Roches de Ruoms en Ardèche (1946-1965)

Deux fils : Jacques et Jean-Louis, marié à Francion Garreau-Dombasle, d'où (1953) l'actrice et chanteuse Arielle Dombasle.

des Italiens, Paris, représentée par M. Jacques Legrand, sous-directeur, et la Société Portalis et Cie, 41, boulevard Haussmann, Paris, représentée par M. René Millet.

SOCIÉTÉ DES COMBUSTIBLES PURIFIÉS (PROCÉDÉ TRENT)

(*La Journée industrielle*, 4 septembre 1921)

(*Le Sémaphore algérien*, 2 décembre 1921)

Sous cette dénomination, vient de se former une société anonyme, ayant pour objet l'industrie charbonnière sous toutes ses formes.

Le siège est à Paris, 7, rue des Italiens.

Le capital est fixé à 5 millions, en actions de 500 fr., sur lesquelles 2.000 ont été attribuées à la Trent Process Corporation, en représentation de ses apports.

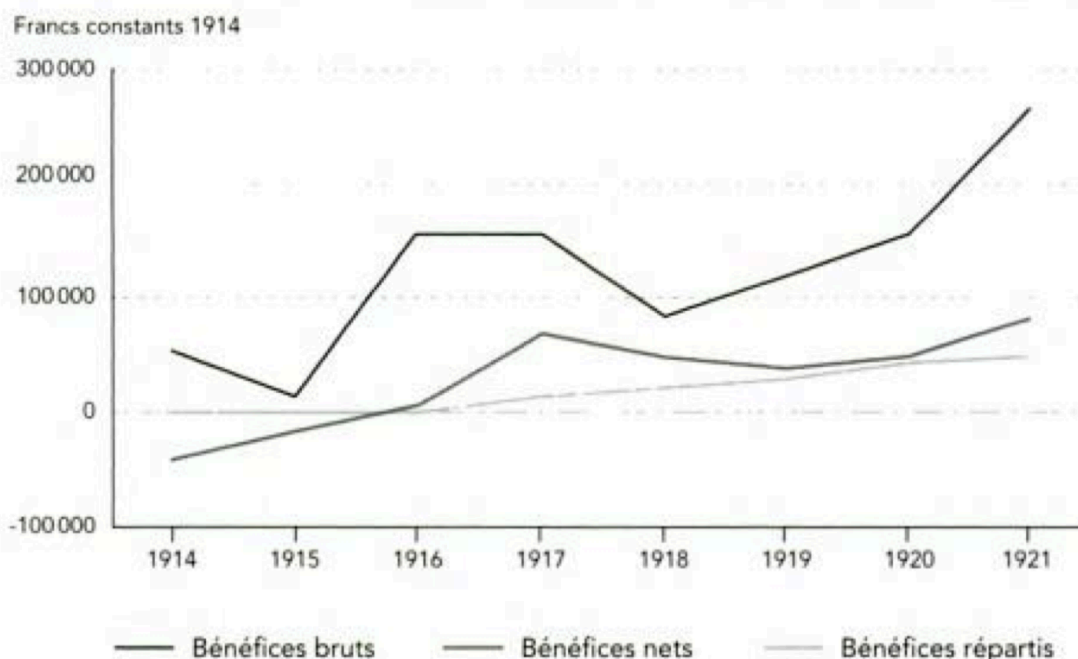
Les premiers administrateurs sont : MM. Alfred Bechmann, banquier, avenue Velasquez, 3, Paris ; Jean Buissière, négociant, rue Colbert, 8, à Marseille ; Henry Charbonnel, ingénieur, rue des Italiens, 7, à Paris ; John Dal Piaz, président du conseil d'administration de la Compagnie générale transatlantique, rue de Téhéran, 6, à Paris ; André Léauté, ingénieur, rue Fabert, 26, à Paris ; Émile Lévy, négociant, rue Saint-Ferréol, 42, à Marseille ; Key Pittman, vice-président de la Trent Process Corporation, 14-10. You Street, Washington (États-Unis) ; Marius Richard, publiciste, rue de la Darse, 75, à Marseille ; Fernand Robellaz, ingénieur, rue Émile-Menier, 45, à Paris ; Walter Trent, vice-président de la Trent Process Corporation 1440, You Street, Washington (États-Unis) ; Georges Wingfield, président de la Trent Process Corporation, 1440, You Street, Washington (États-Unis) ; et Louis Zacon, ingénieur, chemin de Mazergues, 15, à Marseille.

L'industrie coloniale sur la place du Havre

(Claude Malon, *Le Havre colonial de 1880 à 1960*, thèse de doctorat d'histoire, dir. Dominique Barjot, Université Paris-IV-Sorbonne, 2001, 5 vol, 1.450 p.)

[309] Au cours des années 1914-1917, les résultats de l'entreprise sont en progrès malgré le contexte de crise invoqué dans l'assemblée générale du 18 mars 1921.

[310]



Les résultats de la Compagnie française d'études et entreprises coloniales de 1914 à 1921, convertis en francs 1914, d'après l'*Annuaire financier France-Extrême-Orient*, 1922, p. 341).

Les activités financières de la Compagnie française d'études et entreprises coloniales
(président Georges Raverat), en 1920-1921
(*Annuaire financier France-Extrême-Orient*, 1922, pp. 340-342)

- PARTICIPATIONS EN 1920

Compagnie française du coton colonial

Compagnie générale de l'Amérique latine

Compagnie générale d'Extrême-Orient

[fusionnées en 1922 dans [Compagnie générale française pour le commerce et l'industrie](#)]

Compagnie des Caoutchoucs de Padang

- PARTICIPATION À LA FONDATION DE :

Compagnie Paris-Havre-Paris

Compagnie française de gypse

Compagnie d'alimentation et d'industrie frigorifiques ¹²,

Société des combustibles purifiés

- 1921 : fusion dans la Compagnie générale française pour le commerce et l'industrie, au capital 30 millions, de la Compagnie française du coton colonial, Compagnie générale de l'Amérique latine, Compagnie générale d'Extrême-Orient.

1921 : fusion de la Compagnie Paris-Havre-Paris et de L'Express fluvial

Société pour l'Exploitation des procédés Tailleferre
(*La Journée industrielle*, 15 mai 1921)

Cette société, fondée au capital de 600.000 francs par le Bureau d'organisation économique, 126, rue de Provence, à Paris, a pour objet, notamment : l'achat, la transformation, la vente et l'installation de moteurs marins, de moteurs d'aviation et de moteurs industriels, l'étude, la fabrication, l'adaptation de tous engins ou appareils mécaniques d'usage courant dans l'industrie.

Au cours de la deuxième assemblée constitutive, réunie le 10 mai courant, les actionnaires ont approuvé le rapport du commissaire aux apports et désigné le premier conseil d'administration.

Celui-ci comprend notamment : MM. Henri Tailleferre, désigné par les statuts ; Paul Dhé, président du Bureau d'organisation économique ; Gabriel Arnou, administrateur délégué du Bureau d'organisation économique ; Guillot de Juilly, administrateur des Messageries Maritimes ; Louis Ponroy, industriel, à Orléans ; Edmond Centore, industriel, 91, rue de l'Amiral-Mouchez, à Paris ; la Société Mobilière et Immobilière, 10,

¹² Compagnie d'alimentation et d'installations frigorifiques (CADIF)(1920), filiale commune avec la Banque de l'union parisienne succédant à la Société d'abattoirs et d'entreprises frigorifiques (1913), exploitant l'abattoir industriel de Chasseneuil-du-Poitou, et à la Société provinciale d'alimentation (1914), à l'origine de l'abattoir industriel de La Roche-sur-Yon. En août 1922, la CADIF reprit le fonds de commerce de porcs exploité au Maroc par M. Michon (de ce qui deviendra Fleury & Michon)(A.L.).

rue de la Pépinière, à Paris ; la Banque Portalis et Cie ; la [Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales](#), 7, rue des Italiens, à Paris.

Au cours de la première réunion du conseil d'administration. M. Paul Dhé a été désigné comme président de la nouvelle société et M. Henri Tailleferre, comme administrateur délégué.

AEC 1922-58 — Compagnie [française] d'études et entreprises coloniales,
5, rue des Italiens, PARIS (9^e)

Capital. — Sté an. f. le 9 février 1906, 5 millions de fr., divisé en 10.000 act. de 500 fr. — Divid. : 1917, 12 fr. 50 ; 1918, 18 fr. 50 ; 1919, 22 fr. 50 ; 1920, 22 fr. 50.

Objet. — Étude de toutes entreprises, recherches et obtention de toutes concessions : form. de sociétés ayant pour but la mise en exploit. des dites entreprises et concessions, et toutes opérat. accessoires. En rapport avec toutes les colonies, et plus particulièrement : l'Afrique occid. fse, Madagascar, les Antilles et la Côte des Somalis.

Conseil d'administration. — MM. G[eorges] Raverat [fdt Rizeries frses, v.-pdt Compagnie gale frse comm.+ind., adm. Padang, Chargeurs d'Ext.-Orient...], présid. ; F[ernand] Robellaz [Mirabaud] et R[aul] Sautter [Odier-Bungener-Courvoisier], v.-présid. ; H. Charbonnel [ci-dessus], adm. dél. ; baron René de Batz ¹³, R[ené] Bechman [Banque Heine], A. Breuvart ¹⁴, Raoul (Girard) de Charbonnière ¹⁵, J.-L. Courvoisier, F[ernand] Devise [ci-dessous], colonel P[aul] Dhé [lignes Latécoère...], G[abriel] Guët [banquier*], André Langlois, A. Meyer-Borel ¹⁶, Ch. Michel-Côte ¹⁷, P. Peters, E[rnest] Siegfried [1843-1927], comte P. de la Villestreux [Hottinguer].

NB : Raverat et Siegfried sont des anciens du Comptoir industriel et colonial, fortement éprouvé en 1913 par la faillite Deperdussin.

Compagnie française d'études et entreprises coloniales (*La Journée industrielle*, 20 mai 1922)

L'assemblée ordinaire qui s'est tenue hier, au siège social, 7, rue des Italiens, à Paris, a approuvé les comptes de l'exercice 1921 présentant un solde créditeur de 480.573 fr.. y compris le report à nouveau de l'exercice précédent de 219.113 fr. 25, et décidé de fixer le dividende à 15 fr. brut pur action, soit net 13 francs 50.

L'assemblée a ratifié la nomination de MM. Gabriel Guët et Paul Vernet, en qualité d'administrateurs.

¹³ René de Batz (1865-1928) : ingénieur civil. On le retrouve successivement aux Mines de Bor, puis au conseil de la Corocoro (Bolivie), des Mines de Falémé, de la Société minière d'Extrême-Orient (Indochine) et de la Compagnie française d'études et entreprises coloniales. Voir [Qui êtes-vous ?](#)

¹⁴ Alfred Breuvart : filateur à Armentières, intéressé à de petites compagnies pétrolières en Pologne (Karpathes, Wankowa), administrateur de la Banque Scalbert et de la Banque du Rhin. Père d'Alfred Breuvart-Motte, administrateur des Cultures tropicales en Afrique et des Brasseries Motte-Cordonnier.

¹⁵ Baron Léon Raoul Girard de Charbonnière (Brignoles, 1879-Paris, 1950) : licencié en droit, secrétaire du directeur des finances de l'Exposition universelle de 1900, employé à la Banque de France, directeur de Compagnie française d'études et entreprises coloniales, son représentant à la Société générale pour le développement de Casablanca, vice-président de l'Exposition coloniale de Marseille, puis sous-directeur et directeur de la Banque nationale de crédit, administrateur de l'Énergie industrielle (1926, réélu en 1943) et de la BNCI (suite de la BNC). Officier de la Légion d'honneur (1937).

¹⁶ Charles-Alfred Meyer-Borel (1864-1933) : chef de la maison de banque [Marcuard, Meyer-Borel, Sorbé et Cie](#).

¹⁷ Charles Michel-Côte (1872-1959) : administrateur de sociétés; président du Chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba (1933). Voir [encadré](#).

Compagnie française d'études et entreprises coloniales
(*La Journée industrielle*, 7 février 1923, p. 2, col. 5 bas)

La Compagnie française d'études et entreprises coloniales, créée en 1905 et dont le siège social est à Paris, 5-7. rue des Italiens, a pris une importance considérable dans le domaine de l'étude et de la réalisation d'affaires industrielles, spécialement dans les colonies françaises et les pays d'outre-mer.

En vue de faciliter l'étude des nombreuses affaires qui lui sont soumises, elle a créé un service spécial d'études financières et fiduciaires, à la tête duquel elle a placé des experts comptables de valeur, ayant une grande expérience générale des affaires. L'organisation de ce service lui permet non seulement de procéder dans d'excellentes conditions de sécurité à l'étude financière des affaires qui lui sont proposées, mais encore de suivre par des examens périodiques la marche et le développement d'entreprises industrielles, commerciales ou financières.

L'utilité de cette organisation a été confirmée par les nombreuses demandes d'études qui sont déjà parvenues à la Compagnie française d'études et entreprises coloniales.

Qui êtes-vous ? 1924 :

BECHMANN (Alfred).

3, avenue Velasquez, T. : Wagram 77-64.

[Associé, puis chef de la Banque Heine.]

Administrateur du Comptoir national d'escompte de Paris [depuis 1908].

[26 décembre 1855-18 octobre 1934 dans un accident d'automobile.]

Marié [en 1886] à M^{lle} [Alice] Raynal [1868-1967][nièce de David Raynal, député, puis sénateur de la Gironde, plusieurs fois ministre. Sœur d'Edmond Raynal (1870-1950), administrateur de plusieurs filiales de la Société générale des houilles et agglomérés (SGHA) : Société algérienne des houilles et agglomérés (SAHA), puis Charbonac, Société de Tamera (Tunisie), Foncier africain français (idem), Société de participations industrielles et commerciales (SPIC)...]. [D'où René (ci-dessous) ; Suzanne (1889-1927), mariée au polytechnicien Roger Masse ; Guy (Paris 1891-Conakry 1939), externe des hôpitaux de Paris ; Léo (1892 à Paris-7 juillet 1942 à Auschwitz), publiciste agricole ; Louise (1897-1988)(ép. Jacques Kauffmann).]

BECHMANN (René).

15, rue Vernet, T. : Élysées 66-48.

[3 février 1888-27 août 1969]

[Fils d'Alfred Bechmann (ci-dessus).]

[Marié à Clémentine Françoise dite Kitty Le Moël. Un fils : Jacques (1918).]

[Directeur de la Banque Heine,] administrateur de la [Compagnie française d'études et entreprises coloniales*](#) ; administrateur de la Compagnie générale de l'Amérique latine [(juillet 1918), absorbée en 1921 par la Compagnie générale française pour le commerce et l'industrie][administrateur de la Société de travaux du Nord et de l'Est de la France (SATNEF)(déc. 1919), de la Société des combustibles purifiés (procédé Trent) (1921) — toutes participations de la Compagnie française d'études et entreprises coloniales —, administrateur de la Banque ottomane (1929), successeur en 1934 de son père à la tête de la Banque Heine, administrateur de la [Banque de Syrie et du Grand-Liban \(1937\).](#)]

BATZ (baron Maurice-Guillaume-*René* de), ingénieur.

2, avenue Camoëns.

Officier de l'Instruction publique ; Grand-Officier de l'Ordre de Saint-Sava (Serbie).

Né le 5 mai 1865, à Réalville (Tarn-et-Garonne)[Décédé à Paris le 16 août 1928].
Père : baron Philibert de Batz. Mère : Valentine Courtis [*sic* : Courtès-Lapeyrat (1839-1927)].

Éduc. : collège Sainte-Marie à Toulouse ; Lycée Condorcet ; École des Mines de Paris.
Ingénieur dans divers exploitations minières ; missions minières aux États-Unis, en Russie, Sibérie, Mongolie, Serbie [ingénieur aux Mines de Bor (Serbie)(*L'Écho des mines et de la métallurgie*, 26 décembre 1904), administrateur de The Corocoro United Copper Mines Limited (Bolivie)(*Le Capitaliste*, 23 février 1911), des Mines de Falémé-Gambie (*L'Écho des mines...*, 18 mai 1911, etc.), de la Société minière d'Extrême-Orient (Indo-Chine)(*L'Écho des mines...*, 12 septembre 1912), de la [Compagnie \[française\] d'études et entreprises coloniales](#) (*Annuaire des entreprises coloniales*, 1922)].

Clubs : Union Interalliée ; Golf de Saint-Cloud ; Golf de Chantilly.

CHARBONNIÈRE (Raoul de).
57, rue Scheffer, T. : Passy 98-10.
Secrétaire général du conseil d'administration de la [Compagnie des mines de Huaron](#) ; administrateur de la [Compagnie française d'études et entreprises coloniales](#).
Marié à M^{lle} Marguerite Maury.
Clubs : Aéro-Club ; Saint-Cloud Country-Club.

COURVOISIER (Jean-Louis), banquier [fusion avec Odier-Bungener].
15, rue Richer.
Administrateur de la [Compagnie française d'études et entreprises coloniales](#).

DEVISE (Fernand), maître des requêtes honoraire au conseil d'État ; président et administrateur de plusieurs sociétés industrielles [Dès 1900, il siège au Chemin de fer Nord-Sud de Paris, semble-t-il comme représentant du gouvernement. En 1902, il épouse Anita Chabrières, fille du président de l'Omnium lyonnais. En 1904, à la suite du décès de son beau-père, il devient administrateur de l'Omnium lyonnais, qu'il représentera dans diverses sociétés : Tramways de Bourges, Cannes, Cette (Sète), Fontainebleau, Pau, Poitiers, Troyes, [les Chemins de fer sur route d'Algérie \(CFRA\)](#)...[∞] et aussi, probablement, dans la Société lyonnaise d'applications électriques, le Sud-Est électrique, l'Énergie électrique du littoral méditerranéen, les [Mines de zinc de Guergour \(Algérie\)](#), les Mines de Huaron (Pérou). Il est encore de la Lyonnaise des textiles. Côté Fraissinet, il siège à la Compagnie de navigation éponyme, à la Navigation mixte et aux Chantiers et ateliers de Provence. En 1913, il est mentionné comme administrateur général de la Compagnie générale transatlantique. En mai 1920, il est appelé au conseil de la Marseillaise de crédit et, l'année suivante, en devient le vice-président. Ajoutons la Compagnie d'études et entreprises coloniales et l'Union pour la construction au Maroc (AEC 1922).].

7, rue Las-Cases, T. : Fleurus 15-83.
Officier de la Légion d'honneur.
Né à Nîmes [1867][† nov. 1925].
Éduc. : Lycée de Nîmes ; Faculté de Droit de Paris.
Marié à M^{lle} [Anita] Chabrières [fille d'Auguste Chabrières, soyeux à Lyon et 1^{er} président de l'Omnium lyonnais (transports), et de Louise Fraissinet. D'où 2 filles : Arlette (ép. Gérard Vernes) et Myrrhis (ép. Hubert Jacquin de Margerie)].

Ancien président de l'Association des étudiants de Paris ; commissaire du Gouvernement près le Conseil de préfecture de la Seine ; maître des requêtes au conseil d'État ; membre du Comité du contentieux au ministère des Travaux publics ; membre de la Société d'économie politique de Paris.

Œuvres : Des Délits contraventionnels ; De la Réforme de la loi sur la liquidation judiciaire.

Collect. : bibliothèque d'ouvrages provençaux.
Clubs : Union interalliée ; Union artistique.

LANGLOIS (Maire *André* François), ingénieur civil des Mines.

94, boulevard Raspail, T. : Ségur 68-27.

Né le 21 avril 1874, à Paris. [Décédé le 23 septembre 1975 à Paris XVI^e.]

[Fils d'*Arthur* Marie Alfred Langlois (Strasbourg, 1837-Boulogne-Billancourt, 1910), général de division, gouverneur militaire de Briançon, commandeur de la Légion d'honneur, et de Noémie Patte.

Frère de Jean-Charles-Marie Langlois, lieutenant en garnison à Geryville, Algérie (1901)]

Marié [en 1901 à Montluçon] à M^{lle} [Marie Marguerite Anne Camille] Pouplin [inhumée à Paris, le 4 mai 1940.]. [Un fils : Pierre, ingénieur chimiste, décédé en 1928 en escaladant le Breithorn (Suisse).]

[Administrateur de la Compagnie française d'études et entreprises coloniales qu'il représente au conseil des sociétés suivantes : [Chargeurs d'Extrême-Orient \(1917\)](#), Société chimique de Massy-Palaiseau (juin 1918), La Petite Pêche. — Société française de pêche (nov. 1918), Établissements P.-A. Wilford (métallurgie) et SÉRICA, Société pour l'exploitation de la cellulose et de ses dérivés (avril 1920), Compagnie générale française pour le commerce et l'industrie (mars 1922), Compagnie d'alimentation et d'installations frigorifiques (liquidateur en 1931. Il est alors domicilié 75, avenue à Paris, qui est encore l'adresse figurant dans le Bottin mondain 1955. S'y ajoute alors le château de San-Martino, Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie).]

MEYER-BOREL (Alfred), banquier.

148, boulevard Haussmann, T. : Élysées 20-86 : et château de la Bonneblanche à Orry-la-Ville (Oise), T. : 4.

Président de la Société générale de touage et de remorquage. [Administrateur de la Banque de Syrie](#) ; de la Compagnie d'assurances maritimes ; de la [Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales](#), etc.

[Administrateur de la Compagnie française du gypse (1920), de la Compagnie d'alimentation et d'installations frigorifiques (1920), [de France-Méditerranée \(1920\)](#), de la Société pour l'exploitation des procédés Frédéric Mange (1925), [de la Société industrielle des États du Levant...](#)]

[Né le 4 avril 1864 à Reineck (Suisse). Décédé le 20 avril 1933.]

Marié à M^{lle} [Marthe] Borel.

[Enfants : Philippe (1903-1927), Antoinette (1905-1942), mariée en 1928 à Jacques de Neufelize (ci-dessous) et Germaine (1909-1992).]

Clubs : Cercle du Bois de Boulogne ; Union artistique ; Golf de Paris.

[Chevalier de la Légion d'honneur (avril 1932).]

ROBELLAZ (Fernand)[1858-1934], ingénieur des Mines [Major de l'École des mines de Paris.]

45, rue Émile-Menier, T. : Passy 24-92 ; et château de la Grifferraie, à Échemiré, par Baugé (Maine-et-Loire).

[Chargé d'une mission officielle au Transvaal (1895). Convainc le groupe Mirabaud d'investir dans les mines de cuivre de Bor, Serbie, dont il sera vice-président (1904-1934). [Administrateur de la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales \(1906\)](#). Porté au printemps 1909, par la Banque de l'Union parisienne et le groupe Mirabaud, à la présidence de l'Association minière : administrateur de la Spassky Copper en Sibérie, de l'East Rand et autres compagnies minières sud-africaines, de sociétés d'études au Canada (1911) et en Amérique du Sud (1912), co-fondateur

des Mines de Huaron, au Pérou (1912), co-fondateur (1917), puis administrateur (1923) de Minerais et métaux (1917), [administrateur de Minerais et métaux-Indochine, de la Société française des mines du Maroc et des Mines de Boudjoudoun, Algérie \(1919\), de la Compagnie des mines d'Ouasta et de Mesloul](#), de la Société des combustibles purifiés (Procédés Trent), filiale française d'un carbochimiste américain (1921), de la Compagnie des produits chimiques et mines d'Alsace, président de l'Omnium international des pétroles (très impliqué en Roumanie jusqu'à son absorption en 1938 par la Steaua française), [de la Société française du Bazina, Tunisie \(1923\)](#), de la Minière du Triunfo au Mexique (1924), de la Compagnie générale de géophysique (CGG)(1931), président des Mines d'or de Litcho en Thaïlande (1934), etc.]

Marié à Mlle Estanove [† 1932]. [Un fils : Pierre, administrateur des Grands Travaux électriques († août 1927). Deux filles mariées à Robert Gastambide, administrateur lui aussi des Grands Travaux électriques, et à Pierre Schuh. Une troisième : Lucille.]

ROULLEAUX-DUGAGE (Henry-Georges-Adrien, baron), conseiller général et député de l'Orne.

15, rue Lesueur, T. : Passy 35-78 ; et château de Lyronnières, à Rouelle, par Domfront (Orne).

Croix de guerre.

Né à Paris, le 25 février 1879.

Marié à M^{lle} Yvonne Parent.

[\[Administrateur de la Compagnie française d'études et entreprises coloniales.\]](#)

Œuvres : Paysages et silhouettes exotiques ; Théorie des principes de l'absolu.

SAUTTER (Raoul), administrateur de sociétés diverses.

65, rue du Rocher, T. : Wagram 33-78 ; et villa La Ruche, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), T. : 28.

Vice-président du conseil d'administration de la [Compagnie française d'études et entreprises coloniales](#), de la Compagnie tunisienne des phosphates du Djebel-Mdilla. Administrateur de la Compagnie des phosphates de Gafsa, de la Banque commerciale du Maroc, de la Banque française du Mexique, de la Compagnie Thomson-Houston, de la [Compagnie des caoutchoucs de Padang](#), etc.

Marié à M^{lle} Berger.

[\[Administrateur d'une vingtaine de sociétés. Voir *Qui êtes-vous ?* \]](#)

EN MOINS DE TROIS ANS,
UN DIRECTEUR DE COMPTABILITÉ
A PU DÉTOURNER DEUX MILLIONS
(*Le Petit Parisien*, 23 août 1924)

Pour sa justification, il prétend avoir puisé dans la caisse afin d'éditer un livre dont il est l'auteur

Au cours d'une vérification de comptabilité effectuée ces jours derniers à la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales de Kotto *[sic]*, dont les bureaux sont situés rue des Italiens, de grosses erreurs avaient été relevées.

Le directeur de la comptabilité, M. Henri Fernandez, âgé de cinquante-huit ans, demeurant à Argenteuil, après avoir fourni des explications quelque peu embrouillées, avait insisté avec beaucoup de sang-froid pour que l'examen fût poursuivi, affirmant que l'expert constaterait plus loin que le jeu des écritures équilibrait ces différences.

On n'avait aucun raison de mettre en doute la parfaite honorabilité de M. Henri Fernandez qui, depuis bientôt dix ans, occupait son poste de confiance.

Cependant, une indisposition subite ayant retenu plusieurs jours chez lui le directeur de la comptabilité, l'expert activa ses recherches et acquit bientôt la certitude que, malgré la belle assurance de M. Henri Fernandez, il manquait en caisse bien près de deux millions.

L'administrateur délégué dut, devant cette évidence, aviser M. Trameçon, commissaire de la Chaussée-d'Antin, qui, avant-hier, attendait, au siège de la compagnie, l'arrivée de M. Henri Fernandez, remis de son indisposition ; après avoir pris l'affaire de très haut, le directeur de la comptabilité dut avouer : c'est pour éditer à ses frais un ouvrage dont il est l'auteur que M. Fernandez prétend avoir puisé dans la caisse.

À la Compagnie française des études et entreprises coloniales, on se montre excessivement réservé. Toutefois, on ne nie pas que la direction avait la plus entière confiance en la gestion d'Henri Fernandez, mais on n'explique pas comment le directeur de la comptabilité a pu détourner deux millions sans être découvert..

Le coupable, après ces aveux, a été envoyé au dépôt.

LES DÉTOURNEMENTS DE FERNANDEZ (*Le Petit Parisien*, 28 août 1924)

Chargé de l'instruction de l'affaire Fernandez, M. de Gentile a immédiatement ordonné des investigations destinées retrouver l'emploi des sommes détournées par l'ancien directeur de la comptabilité de la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales.



M. Fernandez

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que cette société a pris toutes mesures pour assurer la marche de ses affaires en cours.

La femme de l'inculpé s'est présentée spontanément à la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales, ainsi qu'au cabinet du juge d'instruction. elle a déclaré qu'elle avait toujours ignoré les agissements de son mari.

LES DÉTOURNEMENTS DE FERNANDEZ EXCÉDERAIENT DEUX MILLIONS (*Le Petit Parisien*, 30 août 1924)

Telle est la déclaration faite au juge d'instruction par un administrateur de la
Compagnie d'études et d'entreprises coloniales

M. Charbonnel, administrateur de la Compagnie d'études et d'entreprises coloniales, a été entendu hier par M. de Gentile, juge d'instruction, au sujet du détournement de deux millions dont s'est rendu coupable le cher comptable David Fernandez.

Le témoin, qui s'est constitué partie civile, par l'organe de M^e Baudouin-Buguet, a expliqué que Fernandez était entré, en 1915, comme sous-chef de la comptabilité aux appointements mensuels de 500 fr. Il devint directeur des services administratifs, puis chef de la comptabilité et des titres.

Comment Fernandez a-t-il opéré ses détournements ?

De deux manières : tout d'abord, il maquilla des reçus, en créant même à des noms de clients ; ensuite, il s'empara des titres que les clients déposaient pour l'échange de titres anciens contre des titres nouveaux, auxquels naturellement, de nouvelles feuilles de coupons étaient jointes.

À combien se montent les détournements ?

M. Charbonnel estime qu'ils dépassent certainement deux millions.

Quel fut l'emploi des fonds détournés ?

On ne le sait pas encore ; on sait que Fernandez a perdu des sommes considérables à la Bourse. Mais il est certain que c'est bien l'édition de son livre, au début de la guerre, qui a creusé dans son budget un trou que l'inculpé a cherché à combler en puisant dans la caisse de la société.

COMMENT FERNANDEZ DÉTOURNA PLUS DE DEUX MILLIONS À LA COMPAGNIE D'ÉTUDES ET D'ENTREPRISES COLONIALES (*Le Petit Parisien*, 12 septembre 1924)

C'est son amour du pacifisme qui l'aurait, dit-il, amené à commettre ses
détournements

David Fernandez, ce chef comptable de la Compagnie d'études et d'entreprises coloniales, arrêté le 22 août dernier, pour avoir détourné plus de deux millions au préjudice de cette société, vient, d'être interrogé par M. de Gentile, juge d'instruction, en présence de M^e Pierre Dessaigne, son défenseur.

« Je suis le fils d'un ancien consul de France à Volla (Thessalie), a-t-il raconté au magistrat, et, tout jeune, j'ai entendu mon père retracer les horreurs de la guerre russo-turque. J'ai vécu depuis avec la terreur des conflits armés et j'aurais donné toute ma fortune, toute ma vie pour les éviter. C'est alors que j'ai écrit mon ouvrage. Au début de la dernière guerre, j'étais professeur de langues étrangères à Buenos-Ayres ; je vins quelque temps après à Paris et je montrai mon livre à plusieurs éditeurs.

La plupart d'entre eux m'éconduisirent. J'étais un inconnu, ils ne voulaient pas de mon œuvre. Je suis convaincu que si je leur avais apporté sur un plateau la paix du monde, ils m'auraient envoyé promener.

Un éditeur cependant voulut bien reconnaître que si la littérature n'était pas fameuse, mes idées étaient des plus intéressantes et il voulut bien m'éditer à condition

que je règle les frais d'impression, soit 3.000 francs, et les frais de publicité, soit 10.000 francs.

Mais Fernandez n'avait point l'argent nécessaire. Après être entré dans une entreprise cinématographique, il avait pu, grâce à un ami, devenir sous-chef de la comptabilité à la Compagnie d'études et d'entreprises coloniales, rue des Italiens, aux appointements mensuels de 275 francs, puis remplacer cet ami et gagner successivement 500 et 800 francs par mois. Et ce fut la caisse de ladite compagnie qui fournit les frais de l'édition.

Le caissier s'absentait souvent, expliqua Fernandez à M. de Gentile; les directeurs l'appelaient; et il n'est pas bon pour un caissier d'abandonner sa caisse (sic). Je faisais de petits prélèvements pendant ces absences. Mais l'armistice vint à être signé et l'arrêt de la guerre tua le succès de mon ouvrage. Pour masquer mes détournements, je me mis à spéculer et, en 1920, j'eus bientôt perdu 400.000 francs. Je m'appropriai alors des titres déposés par des clients de la maison, des bons de la Défense nationale, des coupons, etc. Cette année, le découvert devenant trop volumineux, je spéculai au nom de la compagnie.

Comme je recevais et décachetais le courrier, je pus cacher tout ce qui concernait ces opérations. J'ai également perdu de l'argent sur les champs de courses ; pourtant, il n'y a point là de ma faute, car j'avais de bons « tuyaux » mais les bookmakers s'entendaient avec les jockeys pour me faire perdre ; ces derniers arrêtaient leurs chevaux avant le poteau !

Quel est le montant total des détournements ? L'administrateur délégué de la compagnie lésée estime qu'ils dépassent deux millions. Fernandez pense que trois millions ont probablement été atteints. M. Bès de Berc, expert-comptable, a été commis par le juge d'instruction pour l'établir exactement.

FERNANDEZ, CHEF COMPTABLE ARRÊTÉ POUR ABUS DE CONFIANCE, SE PROCLAME
LE MESSIE
ET DEMANDE SA MISE EN LIBERTÉ
(*Le Petit Parisien*, 4 février 1925)

Des médecins aliénistes statueront

David Fernandez, ce chef comptable de la Compagnie d'études et d'entreprises coloniales, arrêté, le 22 août dernier, pour avoir détourné plus de deux millions au préjudice de cette société, a été, hier, interrogé nouveau par M. de Gentile, juge d'instruction, en présence de M^e Pierre Dessaigne, son défenseur.

Quant aux faits qui lui sont reprochés, Fernandez n'a donné aucun renseignement inédit. Il s'est contenté de solliciter sa mise en liberté provisoire.

Je suis le Messie, a-t-il dit. Si on m'écoute, on économisera des milliards de milliards

Et l'enragé pacifiste — on se souvient que ce serait pour éditer ses œuvres contre la guerre qu'il aurait volé — de supplier le juge de le relâcher !

M. de Gentile a préféré commettre des médecins aliénistes pour examiner l'inculpé.

Compagnie française d'études et entreprises coloniales
(*La Journée industrielle*, 14 mars 1925)

Réunis hier au siège social, à Paris, 7, rue des Italiens, sous la présidence de M. Sautter, président du conseil d'administration, les actionnaires ont approuvé les

comptes de l'exercice 1924, qui font apparaître une perte de 4.990.833 fr. 73, comprenant pour 405.580 fr. 91 la perte de l'exercice précédent.

Le bilan au 31 décembre 1924 se présente comme suit :

Actif. — Caisse et banques, 50.633 fr. 69; automobile, mobilier, installations (divers), 162.780 fr. 60 ; loyer d'avance. 7.610 fr. ; avance d'impôt sur le revenu, 17.187 fr. 50 ; portefeuille effets, 99.216 fr. 30 ; portefeuille titres, 6.079.602 fr. 85 ; débiteurs litigieux. 766.634 fr. 12 ; débiteurs divers, 9.420.921 fr. 92 ; profits et pertes. 1.990.833 fr. 73.

Passif. — Capital, 5 millions; acceptations, 400.000 fr. ; effets à payer, 192.000 fr. ; effets à payer pour mobilisation, 5.667.434 fr. 18 versements libération de titres, 438.825 fr. ; créanciers de titres détournés, 2.174.446 fr. ; réserve pour débiteurs litigieux, 766.634 fr. 18 ; créditeurs divers. 6.956.081 fr. 41.

Compagnie française d'études et entreprises coloniales
(*La Journée industrielle*, 15 mars 1925)

À l'issue de l'assemblée ordinaire du 13 mars, dont nous avons rendu compte hier, une assemblée extraordinaire a décidé la continuation de la société, la réduction du capital actuellement de 6 millions par la transformation des 10.000 actions de 500 fr. actuelle en un nombre égal d'actions de jouissance, tentation de capital de 2.500.000 numéraire, ce qui reportera le capital à 2.500.000 fr.

LIQUIDATIONS JUDICIAIRES
(*Archives commerciales de la France*, 11 novembre 1925)

Paris. — ÉTUDES et ENTREPRISES COLONIALES (SOC. anon. dite Compagnie française d'), 7, Italiens. — 9 nov. 1925. — Liquid. : M. Lemaire.

AEC 1926/130 — Compagnie française d'études et entreprises coloniales,
5, rue des Italiens, PARIS (9^e).

Tél. : Gut. 32-20 ; Louvre 04-77 et 38-16. — Télég. : Etucol-Paris. — © : A. Z. français.

Capital. — Société anon., fondée le 9 février 1906, 5 millions de fr., divisé en 10.000 actions de 500 fr. (En 1925, réduction du capital par la transformation des 10.000 actions de 500 fr. en un nombre égal d'actions de jouissance, puis augmentation du capital à 2.500.000 fr. par émission de 5.000 actions nouvelles). — Dividendes : 1920, 22 fr. 50 ; 1921-1922, 17 fr. 187 ; 1923 et 1924, néant.

Objet. — Étude de toutes entreprises, recherches et obtention de toutes concessions ; form. de sociétés ayant pour but la mise en exploit. desdites entreprises et concessions, et toutes opérat. accessoires. En rapport avec toutes les colonies, et plus particulièrement : l'Afrique occid. française, Madagascar, les Antilles et la Côte des Somalis.

Conseil. — MM. Raoul Sautter, F. Robellaz et J. L. Courvoisier, vice-présid. ; Henry Charbonnel, admin.-délégué ; René de Batz, R. de Charbonnière, Pierre Claudio-Jannet, F. Devise, P. Dhé, G. Guët, André Langlois, Henry Mège, A. Meyer-Borel, P. Peters, E. Siegfried, Paul Vernet.

N. B. — Cette société n'a pas répondu à notre demande de renseignements.

Jacques Legrand
(*Les Documents politiques*, janvier 1926)

On annonce l'entrée de M. Jacques Legrand, ingénieur, comme associé, dans la [Banque Bénard frères et Cie](#), par cession du septième des droits que MM. Georges Bénard et Marcel Bénard possédaient dans la société, l'apport de M. Legrand étant de 500.00 francs.

La Banque Bénard frères et Cie est donc composée maintenant de MM.

Georges Bénard, pour 1.500.000 francs,

Marcel Bénard, pour 1.500.000 francs,

Roger Bénard, pour 500.000 francs,

et Jacques Legrand, pour 500.000 francs.

M. Legrand appartenait antérieurement au groupe de la [Compagnie française d'études et entreprises coloniales](#), et était administrateur de la Société d'exploitation des procédés [Tailleferre](#) et commissaire aux comptes de la Société d'études, d'organisation et de rémunération du travail.

(*JORF, débats parlementaires*, 9 juillet 1927)

Roulleaux-Dugage, député, membre du conseil de la Compagnie française d'études et d'entreprises coloniales, selon Jacques Duclos, qui pompe Mennevée..



Coll. Serge Volper

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ÉTUDES ET D'ENTREPRISES COLONIALES
Société anonyme

deux millions cinq cent mille fr.
au capital social de cinq millions de fr.
divisé en 10.000 actions de 500 fr. chacune
Statuts reçus par M^{es} Grange et Faroux, notaire à Paris, le 25 novembre 1905

TITRES FRANÇAIS 10 c. POUR 100 FR.
ABONNEMENT
75 c

ACTIONS DE JOUISSANCE

Deuxième résolution de l'assemblée générale extraordinaire
du 18 mars 1925

Siège social à Paris

CERTIFICAT D' ACTIONS NOMINATIVES

entièrement libérée

Madame Chrystie Francès Mary, veuve de monsieur Dollfus Robert pour l'usufruit, la
nu-propriété à Mlle Dollfus Hélène, Yvonne, célibataire majeure
demeurant à Paris, 3, av. du Président-Wilson.

est inscrit sur les registres pour huit actions nominatives de cinq cents francs
entièrement libérés, portant les numéros...

Paris, le 14 avril 1932

Le liquidateur : ?

Impr. Chaix, rue Bergère, 20, Paris. Encres Lorilleux 10-1922

René Sonnery

par R. Mennevée

(*Les Documents politiques*, octobre 1935)

Souscripteurs au journal « l'Ordre » d'Émile Buré Nb d'act.

M. René Sonnery 10

Soit : 800 actions

M. René Sonnery, après avoir appartenu à la Compagnie française d'études et entreprises coloniales, nous est encore connu comme secrétaire du conseil des Caoutchoucs de Padang (groupe de Rivaud) et administrateur de diverses sociétés, parmi lesquelles :

Société des cirages français,

Société agricole lyonnaise du Nord de l'Afrique,

Société cotonnière bônoise,

Société générale des huileries du Sahel tunisien, etc.
